

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 359-362

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__359_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

VARIÉTÉS

1° Le recensement de Paris en 1906

La préfecture de la Seine est en possession des résultats du dénombrement effectué à Paris le 4 mars dernier. Elle n'a pu encore collectionner et grouper tous les renseignements — nombre de ménages, détails de l'habitation, professions, etc, — inscrits sur les petites feuilles que chacun de nous était invité à remplir, mais elle connaît déjà par le menu le nombre des habitants de chaque arrondissement. En voici le tableau (voir page 360), que nous avons comparé aux chiffres obtenus lors du dernier recensement en 1901.

Ces chiffres sont ceux de la population « de fait », c'est-à-dire de la population présente à Paris le jour du recensement. Les chiffres de la population « légale » ou « domiciliée » en diffèrent légèrement. Nous dirons pourquoi tout à l'heure, mais on n'a pu encore les établir et les autres permettent, tels quels, d'intéressantes comparaisons.

C'est ainsi que nous constatons que si la population a augmenté de 1901 à 1906 dans dix arrondissements de Paris (V^e et XII^e à XX^e), ainsi que cela s'était déjà produit pour la période de 1896 à 1901, elle a, par contre, diminué dans les dix autres, alors que de 1896 à 1901 on n'avait observé de diminution que dans les I^{er}, II^e et VI^e arrondissements. Le mouvement d'émigration du centre vers la périphérie ou vers la banlieue s'est donc accentué dans de notables proportions.

Au total, l'augmentation du nombre des habitants de Paris, de 1901 à 1906, a été de 71 169 individus. Elle avait augmenté de 148 938 individus, soit de plus du double, dans la période 1896-1901.

C'est dans le VIII^e arrondissement que, toutes proportions gardées, le nombre d'habitants a le plus diminué : 3,80 %. Et c'est dans les XV^e et XVI^e arrondissements qu'au contraire l'augmentation a été plus considérable : plus de 12 %.

Arrondissements	Population		Différence de 1901 à 1906
	en 1901	en 1906	
I ^{er}	63 209	60 906	— 2 303
II ^e	63 485	61 116	— 2 369
III ^e	88 839	87 050	— 1 789
IV ^e	99 182	97 042	— 2 140
V ^e	117 329	117 666	+ 337
VI ^e	100 185	97 055	— 3 130
VII ^e	98 500	97 375	— 1 125
VIII ^e	102 625	100 828	— 1 797
IX ^e	120 842	118 818	— 2 024
X ^e	154 693	151 697	— 2 996
XI ^e	233 697	232 050	— 1 647
XII ^e	128 956	138 648	+ 9 692
XIII ^e	126 308	132 841	+ 6 333
XIV ^e	139 737	150 136	+ 10 399
XV ^e	152 099	171 189	+ 19 090
XVI ^e	117 087	134 500	+ 17 413
XVII ^e	199 338	207 127	+ 7 789
XVIII ^e	247 460	258 174	+ 10 714
XIX ^e	143 187	148 081	+ 4 894
XX ^e	163 601	169 429	+ 5 828
Totaux	2 660 559	2 731 728	+ 71 169

Ces variations correspondent-elles à des variations semblables du nombre des maisons existant en 1901 et en 1906 dans chaque arrondissement ? Aucunement. Si, en effet, dans le XVI^e arrondissement, où il y a 17 000 habitants nouveaux, un millier de maisons ont été construites depuis cinq ans, le III^e arrondissement, où la population a diminué, en compte aussi quelques-unes de plus qu'en 1901 ; et dans le XV^e arrondissement où nous avons noté un accroissement de population de 19 000 individus, il n'existe en 1906 que seize maisons de plus qu'en 1901. Il faut dire, toutefois, que les maisons nouvelles sont presque toutes de très grandes bâtisses, qui ont remplacé de très petites et très vieilles constructions.

Quelle est donc la raison du dépeuplement du centre de Paris et pourquoi la proportion d'augmentation pour la ville entière s'est-elle réduite de moitié de 1901 à 1906 ? Faut-il attribuer ces phénomènes à une diminution considérable de la natalité ? Cette explication fâcheuse sera, espérons-le, démentie par le résultat général du recensement pour toute la France. Et il vaut mieux, en attendant la publication des statistiques complètes, supposer que l'exode des Parisiens vers la banlieue et les communes de Seine-et-Oise, déjà très marqué avant 1901, s'est accentué encore pendant la dernière période quinquennale. Cela est d'ailleurs extrêmement vraisemblable.

Les chiffres de la population « domiciliée » ou légale, sur lesquels on se basera pour l'application des lois de finances et des lois électorales, différent, nous l'avons dit, de ceux de la population « de fait ». Pour les obtenir, on retranche de ces derniers les personnes qui ne résident pas habituellement à l'endroit où on les a recensées et on y ajoute celles qui, y résidant d'ordinaire, en étaient absentes momentanément.

On arrive alors à un résultat curieux : les totaux ainsi obtenus sont toujours supérieurs à ceux de la population « de fait ». En 1901, la population « de fait » pour Paris était de 2 660 559 personnes ; la population « domiciliée » était de 2 714 068 personnes. Cela peut se comprendre pour une ville, pour une région prise isolément ; mais l'augmentation enregistrée sur un point devrait être compensée par une diminution ailleurs ; le résultat devant rester le même pour l'ensemble du pays. Or, on constate toujours une augmentation même pour l'ensemble et cela ne se peut expliquer que par des doubles emplois faits en grand nombre au moment du recensement.

Quoi qu'il en soit, c'est la population « domiciliée » qui est la population officielle, et c'est sur elle qu'on table, par exemple, pour le calcul du nombre de députés à élire dans chaque arrondissement.

On sait que les arrondissements nomment un député par 100 000 habitants ou par frac-

tion de 100 000 habitants. En 1901, le IV^e arrondissement avait 99 182 habitants « de fait », et 100 329 habitants « domiciliés »; le VII^e arrondissement avait 98 500 habitants « de fait » et 102 497 habitants « domiciliés »; tous deux ont continué à élire chacun deux députés. Le XVII^e arrondissement n'avait que 899 338 habitants « de fait », mais comme il en avait 206 208 « domiciliés », il a continué à élire trois députés.

Il est possible que le dernier recensement apporte quelques modifications à cet état de choses.

Le IV^e arrondissement, en effet, a perdu 2 140 habitants depuis 1901, il n'a plus que 97 042 habitants « de fait »; le VI^e n'en a plus que 97 055, le VII^e que 79 375. Si les rectifications à venir ne portent pas à plus de 100 000 le chiffre de leur population « domiciliée », ils perdront chacun un député. Et Paris, bien que le nombre de ses habitants ait augmenté de plus de 71 000, n'aura plus à la Chambre que trente-sept députés au lieu de quarante.

(Revue statistique.)

2° L'accroissement de la population de la Prusse

Un numéro spécial de la *Correspondance statistique* donne les résultats provisoires du recensement opéré le 1^{er} décembre dernier en Prusse. Le premier contrôle effectué sur ces résultats montre que les chiffres définitifs ne différeront que fort peu de ceux qui sont publiés aujourd'hui. Nous extrayons de ceux-ci les données principales.

La population de la Prusse, qui était de 24 021 440 habitants le 3 décembre 1867, s'élevait, le 1^{er} décembre dernier, à 37 273 762 habitants. L'augmentation est de 13 252 322 âmes, soit 35,5 %.

Cette augmentation est loin d'avoir été constante dans les trente-huit années entre lesquelles on la constate. De 1867 à 1871, l'augmentation moyenne annuelle était de 0,69 %. Elle a été de 1,05 % de 1871 à 1875. Elle a été dans les périodes quinquennales suivantes, successivement, de 1,17; 0,75; 1,13; 1,24; 1,59 et 1,57 % par année.

La variation est grande aussi d'une province à l'autre : elle est comprise entre + 13,55 et + 1,90 %. Elle est plus grande encore pour les circonscriptions, étant comprise entre + 20,66 et + 0,35; mais beaucoup plus considérable de cercle à cercle et comprise, pour ces derniers, entre 65,90 et — 7,11.

Ce sont les districts ruraux de l'Est qui offrent le moindre accroissement. Ce phénomène est assez frappant. Les naissances sont, en effet, extrêmement nombreuses chez les populations slaves de la Posnanie, des deux Prusses et de la Silésie. De plus, le gouvernement encourage dans ces provinces l'établissement de colons allemands. Enfin, l'ancienne industrie de la Silésie attire de nombreux ouvriers et la Prusse-Occidentale en fait autant par le champ de travail qu'elle offre sa jeune industrie. Si donc il y a déficit dans l'accroissement relatif de la population, la raison en est dans l'émigration intense qui jette vers l'ouest du royaume, sur les districts industriels de la Westphalie en particulier, une quantité de sujets prussiens de la rive droite de l'Elbe. Tandis que les circonscriptions de Münster et de Düsseldorf présentent des augmentations de 17 et de 15 %, celle de Gumbinnen n'a pas grandi de 1 %, celles de Stralsund et de Francfort-sur-l'Oder, pas de 2 %.

Il y a en Prusse deux cent soixante-trois villes de plus de 10 000 âmes. Elles comptent ensemble 13 325 049 habitants. Si l'on ajoute à ce chiffre les 1 757 846 habitants des quatre-vingt-onze communes rurales de plus de 10 000 âmes que l'on peut, au point de vue du genre de vie de leurs habitants, assimiler aux petites villes, on obtient 15 002 895 habitants pour la population qu'on peut qualifier d'urbaine. Cette population urbaine était, il y a cinq ans, de 12 668 260 habitants et représentait alors le 36,75 % de la population totale de la Prusse. Elle représente aujourd'hui le 40,47 % de la population.

3° Les indemnités parlementaires dans différents pays

Le *Daily Telegraph* a publié dans ses colonnes un tableau dont nous donnons ci-après la traduction et qui indique le montant des indemnités et les autres avantages dont bénéficient les membres des Chambres des députés des principaux pays.

Le journal anglais fait observer qu'à l'exception de la France, de la Russie et des États-Unis, les différentes puissances n'allouent aucune indemnité aux membres de leurs Chambres hautes (Sénat, Chambre des seigneurs, etc.).

Autriche. — Indemnités : 24 fr par jour pendant les sessions. — Autres avantages : indemnités de voyage.

Hongrie. — Indemnités : 5 000 fr. par an. — Autres avantages : 4 650 fr. d'indemnité de logement.

Bavière. — Indemnités : 12 fr. 50 par jour pendant les sessions — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer.

Belgique. — Indemnités : 4 000 fr. par an. — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer.

Bulgarie. — Indemnités : 20 fr. par jour pendant les sessions. — Autres avantages : un voyage gratuit.

Danemark. — Indemnités : 13 fr. 75 (A) par jour pendant les sessions. — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer.

France. — Indemnités : 9 000 fr. par an — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer sur les réseaux de l'État. Cotisation de 10 fr par mois pour les autres réseaux.

Allemagne. — Indemnités : 3 750 fr. (B) par an. — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer.

Prusse. — Indemnités : 18 fr. 75 par jour pendant les sessions. — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer

Grèce. — Indemnités : 4 800 fr. par an. — Autres avantages : parcours gratuit.

Italie. — Indemnités : néant. — Autres avantages : parcours gratuit.

Pays-Bas. — Indemnités : 4 150 fr. par an. — Autres avantages : un voyage.

Norvège. — Indemnités : 16 fr 25 par jour pendant les sessions — Autres avantages : un voyage gratuit — Soins médicaux gratuits. — Funérailles gratuites.

Portugal. — Indemnités : néant. — Autres avantages : parcours gratuit en chemin de fer.

Roumanie. — Indemnités : 20 fr. par jour pendant les sessions Autres avantages : parcours gratuit.

Russie. — Indemnités : 26 fr. 25 par jour pendant les sessions. Autres avantages : un voyage gratuit.

Serbie. — Indemnités : 15 fr. par jour pendant les sessions. Autres avantages : un voyage gratuit.

Espagne. — Indemnités : néant. — Autres avantages : billets à prix réduits.

Suède. — Indemnités : 4 650 fr. par an. — Autres avantages : un voyage gratuit.

Suisse. — Indemnités : 20 fr. par jour pendant les sessions. — Autres avantages : un voyage gratuit.

États-Unis. — Indemnités : 25 000 fr. par an. — Autres avantages : un voyage gratuit. — 625 fr. pour frais de bureau.
